

Transformer les médias – premières mesures



[Source : acrimed.org]

Une tribune d'Acrimed publiée dans *L'Humanité*, n°23678, 24 avril 2023, p. 23.

Par Maxime Friot

Informations biaisées, reprise et emprise de la communication, mépris de classe, journalisme économique à sens unique, légitimation de la répression : le traitement médiatique de la réforme des retraites vient illustrer, une nouvelle fois, l'incurie des médias dominants.

Trop souvent, en effet, téléspectateurs, auditeurs et lecteurs doivent se contenter d'un pluralisme anémié, d'une information bâclée, de débats médiocres. Pourtant, les missions dévolues aux médias sont, théoriquement, d'intérêt général. Mais le champ journalistique est ainsi fait que ce ne sont pas, ou trop rarement, le reportage, l'enquête sociale ou l'animation pluraliste du débat public qui priment.

C'est que l'information est d'abord parasitée par les pressions commerciales et l'influence de quelques milliardaires. Choix des dirigeants des médias (donc des lignes éditoriales), censures et autocensures : les conséquences de cette mainmise sont désormais largement documentées. Une transformation radicale des médias appelle donc en premier lieu des mesures sur ce terrain, en revenant à l'esprit des ordonnances de 1944 instaurées par le Conseil national de la Résistance : lutter contre la concentration du secteur, interdire à des groupes qui vivent de commandes publiques de posséder des médias, renforcer les droits des rédactions et garantir leur indépendance vis-à-vis des « puissances d'argent » et de l'État.

En parallèle, il s'agirait d'édifier un véritable service public de l'information et de la culture, avec, d'un côté, un audiovisuel public libéré des contraintes commerciales et de sa tutelle politique et, de l'autre, un écosystème de médias indépendants n'ayant pas pour objectif de maximiser des profits, qui ne dépendent pas de la publicité et à qui les aides publiques pourraient être réservées.

Cette double transformation de la structure des médias, bien que nécessaire, ne serait cependant pas suffisante. D'autres questions restent en suspens, que l'on pense au recrutement social des journalistes, à leur formation, ou au rapport de force inévitable dans les rédactions – il faudra bien déboulonner les stars de l'information, comme les dispositifs sur lesquels elles prospèrent (talk-shows et autres faux débats). Changer les instances régulatrices devrait aussi être à l'ordre du jour. L'Arcom ayant démontré toute son inutilité, il apparaît judicieux de le remplacer par un Conseil national des médias aux pouvoirs renforcés, composé de salariés des médias, d'utilisateurs et de représentants des organisations politiques.

La question médiatique est une question politique. Respecter le pluralisme des opinions, rompre la course à l'audience, mieux représenter la population, permettre aux journalistes d'en finir avec la dépossession de leur travail... autant d'enjeux démocratiques qui devraient requérir la mobilisation commune d'une gauche politique, sociale et associative, soucieuse de remettre en cause l'ordre établi.